

"Mais où diable Mamadou a-t-il caché sa fonction de production ?"

**Economie rurale africaniste française et institutionnalisme :
des rendez-vous possibles**

J.-Ph. Colin et B. Losch¹

Version française d'une communication² présentée au colloque organisé conjointement par la Society for the Advancement of Socio-Economics et la Society for Economic Anthropology, Irvine (Californie), 27-29 mars 1992. Cette communication a été présentée dans le cadre des séances organisées plus directement par la SEA sur le thème de l'institutionnalisme.

Le rapprochement entre l'économie rurale africaniste française (ERAF) et l'institutionnalisme³ peut surprendre. Il s'explique par la perception d'une communauté d'approches entre ce courant de la pensée économique aux Etats-Unis et les travaux des chercheurs et praticiens français qui ont développé une démarche originale dans le domaine de l'économie rurale comme champ des sciences sociales africanistes⁴. La mise en perspective restera toutefois largement implicite, l'objet de cette communication n'étant pas une présentation de l'institutionnalisme.

Ce texte propose une caractérisation des travaux des économistes ruraux africanistes français dans leur diversité et leurs spécificités, puis une esquisse du paradigme sous-jacent auquel ils se rattachent le plus souvent. Afin de donner des repères à notre propos, il convient d'effectuer plusieurs remarques et réserves préalables.

1. Respectivement économistes à l'ORSTOM et au CIRAD. Nous remercions nos collègues, en particulier J.M. Gastellu, pour leurs remarques et critiques. Du fait du caractère "périlleux" du propos, nous restons bien sûr seuls responsables des positions présentées dans ce texte qui n'implique aucunement nos institutions.

2. *"But Where on Earth Has Mamadou Hidden his Production Function?". French Africanist Rural Economics and Institutionalism: Possible Convergences.*

3. Nous ne faisons pas référence ici au néo-institutionnalisme - développement du courant néo-classique (cf. par exemple Williamson, 1985) - mais aux institutionnalistes travaillant dans la lignée des Veblen ou Commons, tels que Gruchy (1987), Hodgson (1988), Ramstad (1986), Samuels (1988), Wilber et Harrison (1978), et plus généralement les contributeurs au *Journal of Economic Issues* (cf. Colin, 1990).

4. La focalisation sur le champ des recherches africanistes peut paraître réducteur. D'autres travaux du même ordre ont été menés ou sont menés en Asie ou en Amérique latine. Cependant, pour des raisons historiques, l'ampleur incontestable des références concernant le continent africain, et plus particulièrement les pays francophones, conduit à retenir celui-ci comme cadre privilégié d'expression du courant étudié. On peut même avancer que les recherches africanistes sont à l'origine de méthodes et de concepts qui ont pu être utilisés - et adaptés - par les praticiens français dans d'autres situations géographiques.

a) Nous rappellerons tout d'abord les éléments de convergence qui nous semblent servir de points d'appui à cette comparaison. Les ERAF, comme les institutionnalistes américains, sont des hétérodoxes par rapport au courant dominant de la science économique; cette spécificité est visible dans les outils employés, dans le contenu et la forme des textes publiés. Ce constat explique le clin d'oeil du titre : la réticence aux modèles mathématiques, si elle n'est pas systématique, permet de comprendre pourquoi les ERAF ne publient pas dans l'*American Journal of Agricultural Economics*. Les principales lignes de force de ce courant sont plutôt :

- une conception large de l'économie : les agents économiques sont resitués dans leur environnement social, culturel, historique et politique;
- l'importance des méthodes inductives, partant des situations réelles et des études de cas;
- une démarche holiste et dynamique, ramenant les faits étudiés à la globalité et intégrant les échelles spatiales et temporelles;
- le rejet de toute rationalité postulée.

b) Les caractéristiques majeures du champ de l'économie rurale africaniste méritent aussi d'être soulignées. Au risque d'apparaître réducteurs, on notera les points suivants :

- les agricultures africaines sont partiellement monétarisées : le degré d'intégration à l'économie de marché (via le développement des cultures "marchandes") est variable, allant des agricultures de type domestique aux agricultures paysannes, contractuelles et, plus rarement, d'entreprise;
- les structures sociales¹ et la multiplication des niveaux de-décisions au sein des exploitations agricoles familiales² marquent fortement le milieu économique et social. Ce constat limite la pertinence de l'idéal-type du décideur postulé par le modèle néo-classique;
- la confrontation entre logiques locales et logiques "extérieures", le plus souvent initiées par l'Etat à travers les "projets" de développement, se traduit par des processus dynamiques de destruction, appropriation, restructuration.

c) Il faut insister, relativement à cet essai, sur l'importance primordiale de l'objet par rapport à la discipline. La plateforme est plus africaniste que disciplinaire : on retrouve autour du champ étudié des agronomes, anthropologues, des démographes, des économistes, des géographes et des sociologues. Le choix de restreindre notre analyse aux seuls économistes comporte ainsi une part d'arbitraire. Il s'explique par l'orientation disciplinaire des auteurs et l'objectif d'une mise en parallèle avec l'institutionnalisme, qui constitue un courant de la science économique.

d) L'abus, pour des raisons de facilité de présentation, d'un sigle - ERAF - forgé de toute pièce, fera sans doute frémir nombre de nos collègues si peu enclins à être "classés". Qu'ils nous pardonnent cette liberté pour un acronyme conçu comme caduc.

e) Enfin, on notera la contradiction apparente entre la méthode inductive généralement utilisée par les ERAF et la méthode déductive employée ici. Cette contradiction s'explique avant tout par la nature de cette communication dont l'esprit relève davantage de l'essai que de la revue. Notre réflexion ne prétend pas à l'exhaustivité; il s'agit beaucoup plus d'une tentative de restitution d'une démarche originale - ce qui n'exclut pas sa critique - par rapport au champ de recherche constitué par l'économie de la production agricole en Afrique. Elle complète en cela d'autres efforts de synthèse, peu nombreux³, auxquels elle est redevable.

1. Parenté, lignages, classes d'âges, castes, division sexuelle des tâches.

2. L'utilisation des facteurs de production et la gestion des richesses sont marquées par la coexistence et le recoupement d'unités budgétaires, de production, de consommation, de résidence.

3. On se reportera plus particulièrement aux travaux de Ph. Couty.

Des approches plurielles

Le champ d'analyse privilégié des économistes ruraux africanistes français, perçus dans une acception large et non normative, porte sur l'économie de la production agricole. Elle a pour objet dominant les pratiques et stratégies paysannes¹, relativement à la gestion des ressources naturelles, aux modes d'accès et à la mise en oeuvre des facteurs de production, et aux rapports de production et redistribution. Elle inclut également le mode de fonctionnement des unités de production et leurs relations avec l'environnement économique et institutionnel (Etat et développeurs en particulier).

Ce champ d'analyse est balayé par des chercheurs qui intègrent dans leur démarche une composante économique pouvant être marginale, dominante ou exclusive. Il est ainsi caractérisé par des approches plurielles, qui correspondent à des cadres méthodologiques et conceptuels différents, liés à l'histoire des institutions et à leurs spécificités.

Génèse de l'économie rurale africaniste française

Les racines intellectuelles

L'ERAF s'inscrit dans le creuset des recherches françaises en sciences sociales, caractérisées par une tradition humaniste (exprimée par les universités, le Collège de France, l'Ecole Pratique des Hautes Etudes ou l'Ecole des Annales) et influencées notablement par la pensée marxiste entre les années 1950 et 1970. Elle est aussi marquée par son origine spécifique, liée à l'histoire coloniale, qui a suscité un flux de recherches sur les zones tropicales, ayant pour objectifs la connaissance et/ou l'action. Il s'agit donc, en quelque sorte, d'une fécondation de cette tradition intellectuelle française en sciences sociales par le champ d'étude africain. Cette fécondation a été enrichie par les processus dynamiques de la décolonisation puis de la coopération et des politiques d'aide au développement.

Il existe ainsi une communauté d'idées, des points de convergence et des recoupements évidents avec l'école française et francophone du développement qui s'est constituée dans l'immédiat après-guerre. Alors que la pensée économique dominante raisonnait en modèles de croissance et d'accumulation, les économistes francophones privilégiaient l'environnement socio-culturel, les processus historiques, les institutions et les rapports de pouvoir (Hugon, 1991). Ce mouvance intellectuelle s'est traduite par une diversité dans l'hétérodoxie avec les approches "sociales" et globalisantes développées par l'école d'*Economie et Humanisme* (L.J. Lebreton), le courant structuraliste alimenté par F. Perroux ou les critiques radicales de l'école de la dépendance (S. Amin, G. de Bernis...).

Dans un tel contexte les travaux des ERAF se sont employés à démêler et à restituer la réalité complexe des économies agricoles africaines selon une perspective cognitive ou opérationnelle liée à leur origine institutionnelle.

1. On considère ici les pratiques dans leur globalité, aussi bien sociales que techno-économiques; le qualificatif de "paysannes" est utilisé par commodité, il ne correspond pas à un positionnement par rapport aux débats relatifs au statut théorique du producteur agricole.

Les institutions

L'éclairage institutionnel est ainsi essentiel pour définir la multiplicité et les spécificités de l'ERAF. On rappellera, avec Bourdieu et al., qu'il peut *"être utile de traiter les professions de foi épistémologiques comme des idéologies professionnelles visant, en dernière analyse, à justifier moins la science que le chercheur, moins la pratique réelle que les limites imposées à la pratique par la position et le passé du chercheur"*. (1983, p. 99).

La période coloniale s'est traduite par la mise en place d'un dispositif d'intervention comportant des services administratifs agricoles, des services de recherche agronomique et des services de recherche plus fondamentale. Les différents corps d'administrateurs, d'ingénieurs et de chercheurs de la France d'Outre Mer ont ainsi été forgés dans la pratique du "terrain", dont on verra l'importance sur les méthodes mises en oeuvre et les résultats obtenus.

Ce dispositif a servi de base ou a fortement marqué l'organisation française actuelle en matière de recherche et de coopération. Ainsi, l'Etat a maintenu ou créé des instituts de recherche spécialisés et a mis en place ou favorisé l'émergence de structures d'appui au développement. La coordination et le financement de ce dispositif sont assurés essentiellement par deux ministères : le Ministère de la Coopération et du Développement et celui de la Recherche et de la Technologie, qui ont notamment la tutelle sur les instituts de recherche, et par la Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE), institution de financement spécialisée, héritière de la CCFOM (Caisse Centrale de la France d'Outre Mer).

On notera l'absence relative des financements d'origine privée (type fondation), contrairement à d'autres pays.

* Les institutions de recherche

L'originalité des institutions spécialisées sur la zone tropicale mises en place par les pouvoirs publics, par rapport à d'autres dispositifs de recherche nationaux, découle de plusieurs caractéristiques :

- la pérennité de la recherche : les chercheurs disposent globalement d'un statut permanent; la programmation des activités s'appuie sur un budget annuel doté en totalité ou en partie par les pouvoirs publics, mais dont la gestion relève de l'institution. Cette situation permet notamment de financer des travaux de terrain dans la durée;
- l'affectation de chercheurs dans les pays en développement, afin de conduire des programmes de recherche *in situ*;
- la multiplicité des disciplines : l'existence de plusieurs disciplines au sein d'une même institution facilite les contacts entre chercheurs relevant de disciplines différentes¹. Cette possibilité peut être renforcée par les organigrammes (création de départements ou d'unités de recherche inter-disciplinaires).

Ces institutions de recherche spécialisées ont une vocation soit générale, soit sectorielle. Parmi celles qui interviennent dans le champ de l'économie rurale, on citera plus particulièrement les cas de l'ORSTOM et du CIRAD.

1. Les contacts et les échanges sont réels; la conduite de programmes véritablement pluridisciplinaires s'avère en revanche plus délicate.

L'ORSTOM (Institut Français de Recherche Scientifique pour le Développement en Coopération)¹, conduit des recherches dans des champs aussi divers que les sciences de la santé, les sciences du monde végétal, les sciences sociales, etc.. Il regroupe environ 1500 chercheurs et ingénieurs dont environ 200 chercheurs relevant des sciences sociales. Les recherches menées ont un but cognitif ou appliqué.

Le CIRAD (Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement), créé en 1983 par le regroupement de différents Instituts de recherche en agronomie tropicale², possède au contraire une orientation nettement sectorielle. Ses objectifs opérationnels en termes de recherche et de développement agricoles l'ont conduit progressivement, et plus récemment, à investir le champ des sciences sociales à partir de la problématique du passage des innovations techniques entre la recherche et le milieu "réel". Ainsi, aujourd'hui, sur un millier de chercheurs seulement 5% pratiquent (ou cotoient)³ les sciences sociales (économie et sociologie).

D'autres institutions ont une orientation plus hexagonale. Cependant, certaines de leurs équipes de recherche peuvent intervenir sur des thématiques liées aux pays en développement. On citera de façon privilégiée, en plus des laboratoires universitaires spécialisés, l'EHESS et surtout le CNRS⁴, dont les productions en sciences sociales africanistes sont conséquentes.

* Les structures opérationnelles

Il s'agit d'une part des services techniques de certaines administrations. Parmi ceux-ci, il faut citer plus particulièrement le service Coopération de l'INSEE, qui joue un rôle important en matière de diffusion des résultats et des méthodes⁵, mais aussi le service des publications du Ministère de la Coopération et du Développement, qui a permis une promotion conséquente des travaux⁶.

Il s'agit d'autre part des différents bureaux d'études qui ont constitué pendant longtemps la cheville ouvrière du dispositif de coopération sur le plan opérationnel. Ces organisations sont soit d'origine parapublique comme la SEDES⁷, soit d'origine privée ou associative (comme l'IRAM⁸), mais interviennent avant tout sur des contrats et des financements publics. Leur action a été complétée plus récemment par celle de

1. A l'origine Office de la Recherche Scientifique Coloniale, créé en 1943, puis Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre Mer.

2. Ces instituts de recherche étaient issus soit de groupements professionnels créés pour les plus anciens avant la seconde guerre mondiale (1936 pour l'IFC - Institut Français du Caoutchouc - devenu ensuite IRCA), soit des services agricoles coloniaux (comme pour l'IRAT - Institut de Recherches en Agronomie Tropicale - créé en 1960 au moment des indépendances africaines).

3. Si on inclut les agro-économistes, i.e. des agronomes utilisant des méthodes et des concepts de l'économie (voir infra).

4. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et Centre National de la Recherche Scientifique.

5. L'INSEE (Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques) publie périodiquement, à travers son service Coopération, un bulletin de liaison avec recueil d'articles (*Stateco*) et un bulletin bibliographique. Il a assuré le secrétariat permanent du groupe AMIRA (cf. infra).

6. Voir notamment la collection "Méthodologie de la planification".

7. La SEDES (Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social), créée en 1958, dépend du groupe public de la Caisse des Dépôts et Consignations. Son origine correspond à la volonté de l'Etat français de se doter de structures opérationnelles pour aider à la mise en place des administrations et des opérations de développement dans les anciennes colonies nouvellement indépendantes.

8. Institut de Recherches Appliquées et de Méthodes.

certaines ONG et d'experts indépendants.

Ces différents bureaux d'études disposent de leurs propres personnels permanents, à l'origine d'un capital d'expérience non négligeable. Leurs travaux relèvent avant tout de l'expertise : détachement de personnel en assistance technique auprès d'Etats étrangers ou prestations de service de plus courte durée. Les principaux thèmes d'intervention concernent les études socio-économiques régionales, la planification économique, l'élaboration, le suivi et l'évaluation de projets de développement rural.

Le cas de la SEDES, que l'on peut considérer à certains égards comme l'idéal-type de ces bureaux d'études, est particulièrement révélateur. Outre des contributions notables en termes de connaissances¹, cette structure a été à l'origine de travaux méthodologiques qui font référence. On citera sa contribution aux méthodes d'enquêtes en milieu rural et surtout son rôle dans la formalisation et la promotion de la méthode dite des effets qui est à l'origine de l'approche française en termes d'évaluation économique².

Au-delà de la diversité des productions, des points de convergences

La multiplicité institutionnelle s'est traduite par une diversité des productions relevant du champ de l'économie rurale africaniste. Celle-ci découle de plusieurs lignes de force :

- la finalité de l'institution : recherche cognitive, recherche-action ou intervention directe en matière de développement;
- le champ d'activité, qui oriente nettement le recrutement des personnels : recherche agronomique, recherche à caractère multidisciplinaire, études économiques ou de type socio-économique;
- la formation des chercheurs et praticiens : on constate - et c'est une particularité française - une prédominance des formations d'ingénieurs (agronomes, économistes-statisticiens) dans le champ des recherches opérationnelles et une majorité de formations universitaires pour les recherches plus fondamentales;
- le mode de financement : la spécificité de certaines des institutions de recherche évoquées (comme l'ORSTOM) est d'être financées en quasi-totalité par le budget de l'Etat, sans contraintes en matière de définition des programmes (thématiques, localisation et durée). En revanche les structures qui sont financées pour partie seulement par l'Etat (comme le CIRAD) ou qui ne bénéficient d'aucune dotation budgétaire, ont des degrés de liberté nettement plus réduits en matière de programmation.

On peut dégager toutefois des cadres d'analyse dominants, renvoyant à la distinction entre des recherches de type cognitif et des recherches ou pratiques de type opérationnel (visant l'appui à la décision d'opérateurs publics ou privés). La finalité des travaux reste en effet un déterminant des méthodes et des outils utilisés : des thématiques étudiées et des concepts mis en oeuvre.

Les recherches et démarches de type opérationnel

On peut distinguer deux filiations majeures : les travaux en matière d'évaluation économique et les approches agro-économiques.

1. A cet égard, les études socio-économiques régionales menées pour le compte du Ministère du Plan de la République de Côte d'Ivoire dans les années 1960 sont particulièrement éloquentes. Ce type d'étude reste malheureusement, le plus souvent, du domaine de la littérature grise, difficilement accessible.

2. Cette méthode (cf. Chervel, 1976) s'oppose principalement à la méthode dite des prix de référence, développée en particulier par la Banque Mondiale.

L'application en milieu rural africain des concepts et des méthodes de l'école française en matière d'évaluation économique s'est traduite par des résultats féconds, tant sur le plan des connaissances que des outils d'analyse. L'utilisation du concept de filière de production agricole et de la méthode des effets ont conduit à une prise en compte des différents aspects économiques et sociaux de la production. L'évaluation économique par l'identification des valeurs ajoutées supplémentaires directes ou indirectes induites par les projets a nécessité tout d'abord une réflexion sur les différents types d'agents économiques et leurs caractéristiques. Elle a impliqué ensuite un repérage des différents flux (circulation des produits et sous-produits, circulation et redistribution des revenus) afin de pouvoir établir des comptes économiques de filière. Cette démarche a conduit notamment à un enrichissement et à une formulation de méthodes d'enquêtes en milieu rural. Elle a abouti aussi à la production de nombreuses études de cas détaillées qui ont élargi le référentiel disponible.

Le cadre des approches agro-économiques, menées avant tout par des agronomes, est celui du développement agricole sans référence à un champ disciplinaire académique. Le volet économique des travaux reste généralement limité à l'emprunt de quelques concepts et méthodes. La référence à l'agro-économie (fréquente en France depuis une quinzaine d'années), pourrait d'ailleurs être interprétée comme un moyen pour les agronomes d'investir de façon empirique le champ des sciences sociales, afin de mieux appréhender les comportements paysans. D'un point de vue économique, ces approches recouvrent une gamme variée de travaux, allant d'une simple analyse techno-économique des coûts de production¹ à une étude historique de l'accès et de la mise en oeuvre des facteurs de production à travers l'analyse de la dynamique des systèmes de production et des systèmes agraires. Le thème dominant des travaux reste le changement technique (adaptation-adoption-maîtrise ou rejet des innovations).

Les recherches à orientation cognitive

Ces recherches portent essentiellement sur le continuum liant dynamique de systèmes économiques et comportement des acteurs économiques. Certaines études accordent une place centrale aux processus historiques et au changement institutionnel : monétarisation des échanges, transformation des systèmes fonciers, bouleversement des rapports de production, conditions et incidences économiques et sociales de l'introduction d'innovations techniques ou organisationnelles, etc.. D'autres s'intéressent avant tout, dans une perspective plus micro-économique et sur une échelle de temps plus courte, au comportement et aux stratégies des producteurs² : choix culturels, conditions d'accès et mise en oeuvre des facteurs de production, stratégies anti-risques, stratégies d'accumulation.

Cette distinction tient moins à une différence de nature qu'à l'accent privilégié porté à chacun de ces domaines. Le comportement des acteurs économiques est toujours resitué dans le cadre de faisceaux de contraintes et d'opportunités définis par les structures sociales, l'environnement économique, institutionnel, naturel, et les analyses historico-structurelles se fondent, outre sur des documents d'archives, sur des observations à l'échelon local.

La diversité de ces approches n'empêche pas l'existence d'un courant aux contours mouvants, multiforme mais néanmoins identifiable. Cette situation s'explique non pas en référence à un corps théorique unique mais par l'existence de points de convergence.

1. Rejoignant en cela le courant originel du *Farm Management* aux Etats-Unis.

2. Ces dernières études peuvent également avoir une finalité opérationnelle, dès lors que les décideurs publics acceptent d'en tenir compte.

Au-delà de l'objet central d'analyse constitué par l'économie rurale africaine et son environnement, ce courant est conforté par une communauté de sources de financement (Etat français principalement) et de méthodes. Sur ce dernier point, on notera la création du groupe AMIRA¹ qui a nettement contribué à consolider les référentiels communs. AMIRA avait pour *"objectif de promouvoir recherches et débats scientifiques interdisciplinaires et interfonctionnels (entre praticiens, chercheurs, enseignants) pour améliorer les méthodes d'investigation en référence aux politiques de développement"*. De sa création en 1975, à sa dissolution en 1989, ce groupe informel a ainsi réalisé une importante production méthodologique et des synthèses thématiques qui sont hélas restées globalement réservées aux membres du réseau AMIRA.

Ce contexte favorise l'existence d'une communauté professionnelle caractérisée par des relations personnalisées (avec des dynamiques de réseaux informels) et une relative mobilité inter-institutionnelle². Ce brassage renforce le partage des référentiels aussi bien méthodologiques que pratiques³.

Caractérisation d'une économie rurale hétérodoxe

Dans cette seconde partie, nous proposerons une esquisse des traits dominants des thématiques de recherche, des fondements méthodologiques et des bases théoriques des travaux des ERAF, en nous référant plus particulièrement aux recherches à orientation cognitive⁴. Nous préciserons également la place tenue dans le processus de recherche par le travail de terrain, spécificité majeure relativement à la pratique dominante en économie, dont les implications épistémologiques doivent être soulignées.

Traits dominants des thématiques de recherche

L'analyse des thématiques de recherche permet une première caractérisation des travaux menés par les ERAF. La plupart d'entre eux présente en effet un certain nombre de points particuliers :

- Ils sont réalisés à une échelle locale ou régionale.
- Ils ne se limitent pas à l'analyse de l'allocation des ressources mais consacrent des développements importants aux conditions sociales d'accès à celles-ci. Le calcul économique en termes de coûts de production et de valorisation des facteurs est ainsi systématiquement resitué dans la "gange institutionnelle" qui lui donne son sens. Il ne constitue pas en soi l'objet de la recherche mais intervient comme élément d'explication des pratiques paysannes et des dynamiques économiques, parallèlement à d'autres facteurs. Cette orientation explique que l'on ne trouve pas trace, dans la littérature citée en bibliographie, d'études caractéristiques d'une production traditionnelle d'économistes, comme celles visant,

1. Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieux Informels et Ruraux d'Afrique, Asie et Amérique Latine. Il n'est pas anodin de noter l'évolution du champ thématique et géographique du groupe qui portait originellement sur le seul "milieu rural africain". Cette évolution témoigne du rôle, déjà évoqué, des recherches rurales africanistes dans les méthodes et concepts des praticiens français du développement.

2. Passages croisés entre bureaux d'études, administration de la recherche ou de la coopération et institutions de recherche.

3. Les travaux d'évaluation économique de projets de développement rural suscités, entre 1981 et 1986, par le Bureau des Etudes du Ministère de la Coopération et du Développement, constituent une bonne illustration de la mobilisation de cette communauté professionnelle (utilisation des acquis en matière de connaissances et de méthodes et des équipes de praticiens et de chercheurs : SEDES et autres bureaux d'études, ORSTOM, CIRAD, universités, EHESS...) (cf. Freud, 1988).

4. Tout en soulignant la proximité de nombreuses études relevant de l'évaluation économique ou des développements de l'approche agro-économique (comme certaines démarches en termes de systèmes agraires).

sur la base de données statistiques collectées à grande échelle, à vérifier une relation entre la productivité des facteurs et la taille des exploitations, ou encore cherchant à déterminer l'élasticité-prix de l'offre de tel produit agricole, etc¹.

- L'analyse intègre une dimension historique et spatiale, seule à même d'éclairer les conditions actuelles de l'accès aux ressources et plus généralement le système économique ambiant.
- Les processus de différenciation économique sont soulignés. La société rurale africaine est ainsi considérée ni comme stable, ni comme égalitaire et homogène. La mise en évidence de cette hétérogénéité s'avère déterminante pour la compréhension de la diversité des pratiques paysannes, même à une échelle locale.

Quelques champs de recherche ont été particulièrement étudiés par les ERAF : l'analyse d'opérations de développement, l'économie de la transition, la dynamique de l'économie de plantation villageoise, l'intensification des systèmes de production, les rapports entre les systèmes économiques locaux et la parenté, la religion ou les phénomènes migratoires.

Ces thèmes sont abordés notamment à travers l'analyse des systèmes fonciers, les rapports sociaux de production, l'évolution des relations intrafamiliales de production et d'accumulation, les conditions de l'introduction et de la diffusion de l'innovation technique, les relations nouées entre les paysans et les Sociétés de développement intervenant en milieu rural africain, etc..

En définitive, les recherches conduites par les ERAF portent tant sur le contexte et le changement institutionnel que sur l'allocation des facteurs au sens où l'entend l'économie orthodoxe. Cette allocation est toutefois étudiée à une échelle et sur la base de techniques de collecte des données nettement différentes de celles retenues en général par les économistes orthodoxes; on reviendra sur ce point. Il s'agit toujours de "démêler le complexe" d'une situation locale qui représente bien le lieu effectif de mise en oeuvre ou de blocage du développement.

Economie ou socio-économie ?

Du fait de l'approche qu'ils retiennent et de leur objet d'étude, les ERAF contribuent, parallèlement à des chercheurs d'autres disciplines, à ce que Philippe Couty (1985) suggère de qualifier de "socio-économie historique et spatialisée", domaine scientifique formé par la réunion de deux champs d'étude, les systèmes de production² et les rapports de production. Pour notre part, nous entendons cette socio-économie historique et spatialisée moins comme une nouvelle discipline en cours de genèse, comme le suggère Ph. Couty, que comme un champ de pratiques de recherche, de convergence de démarches disciplinaires réunissant en particulier des anthropologues, des économistes, des géographes et certains agronomes³.

Ces travaux se rapprochent par leur objet général d'étude (les sociétés rurales africaines, les pratiques paysannes), par un même intérêt pour les analyses empiriques enracinées dans la localité et la profondeur de temps des phénomènes, par une conscience des limites d'une démarche strictement disciplinaire, par des conceptions proches du travail de terrain et par des techniques d'investigation en partie communes (cf. infra).

1. Des travaux retenant une telle orientation existent, mais ils sont conduits par des économistes universitaires ne se considérant pas comme ruralistes; cf. par exemple les travaux du CERDI de l'Université de Clermont-Ferrand, ou du groupe Delta (Départements et Laboratoires d'Economie Théorique et Appliquée - ENS, CNRS).

2. Entendus comme combinaison et mise en oeuvre des facteurs de production. Dans une telle perspective, la recherche sur les systèmes de production ne doit pas être confondue avec la *Farming Systems Research*.

3. Dans leurs analyses des pratiques techniques (voir Milleville, 1987, à titre d'illustration).

Il en devient parfois difficile d'apposer un label disciplinaire sur certains travaux, tout comme il est difficile dans la rencontre au *Norfolk Bar* de Nairobi mise en scène par C. Gladwin (1989) de distinguer l'économiste de l'anthropologue... les lieux de rendez-vous dans notre cas étant plutôt le *Bar Bozo* de Mopti ou *La Canne à Sucre* à Abidjan.

La contribution des ERAF à la socio-économie ressort-elle à la "science économique" ? A cette question, nous répondons par l'affirmative pour deux raisons.

D'abord, parce que nous pensons qu'il est épistémologiquement infondé de donner une définition normative de la science économique, suivant en cela Schumpeter lorsqu'il rappelle que *"the frontiers of the sciences are incessantly shifting; there is no point in trying to define them either by subject or method"* (1986, p.10)¹. Au demeurant, les clivages disciplinaires sont souvent moins profonds que les clivages "paradigmatiques"². S'il était possible d'établir une métrique disciplinaire, un économiste et un sociologue se référant au même paradigme (néo-classique par exemple) seraient ainsi plus proches que deux économistes ou deux sociologues se référant à des paradigmes différents.

Ensuite, parce que la contribution des économistes à ce champ répond en général à une problématique économique³, mais qui n'exclut pas la recherche de variables explicatives hors du domaine exploré par l'économie orthodoxe, ou l'emprunt de certains concepts et méthodes d'investigation à d'autres disciplines. Appréhendant l'économie en tant que "système ouvert" (Grunberg, 1978), l'économiste pourra considérer les relations de parenté comme un élément incontournable pour la compréhension de la mise en oeuvre du facteur travail; il ne se transformera pas pour autant en anthropologue.

Il est évident qu'une telle conception de l'économie ne répond pas aux normes néo-classiques, ni à la représentation que se font souvent les autres sciences sociales de l'économie, réduite à un jeu comptable et à l'analyse "technique" des coûts et des marchés. Réduire l'économie à son *mainstream* actuel revient à oublier les enseignements de l'histoire de la pensée économique pour rester prisonnier d'un certain totalitarisme académique.

L'approche socio-économique - qu'elle soit entendue comme discipline ou comme contribution de l'économie à un champ de recherche - doit-elle être limitée, comme le suggère A. Etzioni (1988), à la seule recherche-action (aide à la prise de décision en matière de politique économique) ? "Expliquer le monde" procèderait selon cet auteur d'une construction sélective et disciplinaire de l'objet de recherche, alors que le décideur politique doit agir sur le monde tel qu'il est, au-delà des frontières disciplinaires. Si nous sommes d'accord sur ce dernier point, il nous semble regrettable de réduire ainsi l'intérêt de la socio-économie. C'est précisément parce que des démarches disciplinaires "dures" s'avèraient insuffisantes pour "expliquer" le monde rural africain (à des fins d'action ou de connaissance, peu importe) que la socio-économie est aussi vivante dans la recherche française. Loin d'être limitée, dans une perspective instrumentale, à l'appui aux

1. Boudon ne signifie pas autre chose lorsqu'il écrit *"C'est, je crois, par abus qu'on essaie parfois, à la manière du géographe, de découper dans le réel des continents qui seraient placés sous l'autorité de la sociologie, de l'économie ou de la démographie. Chacune de ces disciplines, par tradition, traite bien sûr plutôt de tel ou tel type de phénomènes. Mais les frontières qui les séparent sont très instables. (...) L'originalité de chaque discipline se situe plutôt au niveau de certaines habitudes de pensée"* (1984, p.52).

2. J.-P. Chauveau, communication personnelle.

3. i.e. généralement reconnue en tant que telle par la communauté savante, comme par exemple l'analyse de l'affectation des ressources productives et de la répartition du produit.

décideurs politiques, la démarche socio-économique nous semble au contraire être une voie privilégiée de connaissance du réel, posée comme préalable indispensable pour une action efficiente.

Traits méthodologiques et théoriques de la production des ERAF¹

Une conception large de l'économie. Les ERAF se réfèrent - implicitement le plus souvent - à une conception substantive de l'économie, entendue comme discipline étudiant non seulement les procès de production / consommation / distribution dans leur dimension homme - chose, mais également les rapports sociaux noués autour de ces procès. Cette conception revient à dépasser la perspective néo-classique centrée sur la seule allocation des ressources, pour ouvrir un certain nombre de boîtes noires considérées par cette dernière comme "données", comme extérieures au champ économique (institutions, techniques, etc., perçues dans une perspective dynamique). Les déterminants des phénomènes économiques (i.e. considérés comme économiques par le *mainstream*) peuvent être ainsi recherchés dans un domaine dépassant "l'économique".

Théories partielles et connaissance contextuelle. Partant de questions empiriques, les ERAF tentent de fournir un schéma d'intelligibilité d'une réalité toujours localisée (les titres des travaux sont à cet égard explicites). Cette perspective tend à distendre le rapport aux corps théoriques constitués et à une démarche disciplinaire "dure". Lors de la mise en oeuvre de la recherche, la priorité est donnée à des grilles de lecture conceptuelles visant à fournir des hypothèses de travail, des éléments permettant la définition des catégories retenues pour l'observation, puis à structurer l'analyse dans une trame logique. On notera en particulier le recours "utilitaire" et non idéologique à la grille d'analyse marxiste (modes de production, rapports de production) ou une démarche comme celle proposée par R. Badouin (1987) pour l'analyse des systèmes productifs agricoles.

En termes de production scientifique, l'objectif final n'est pas de proposer une théorie générale ou d'ornementer un édifice théorique existant, mais de fournir des modèles explicatifs de validité locale, i.e. des théories partielles. La construction de ces modèles explicatifs de validité locale rend nécessaire une immersion dans cette réalité locale, une perception multiforme de la société rurale, une accumulation de connaissances spécifiques à cette société. Les ERAF rejoignent ainsi Y. Ramstad, lorsque cet auteur écrit "(...) *one needs a theory capable of saying a great deal about a few cases, rather than very little about all cases. (...) to develop "practitioner's knowledge", that is, knowledge directed to the understanding and control of the specific case. This is in sharp contrast to the formalist's preoccupations with the development of knowledge applicable to aggregates even if it is of limited applicability to individual cases*" (1986, p.1075).

Induction immédiate mais non hyperempirisme. Les modèles (non mathématiques) construits par les ERAF ne résultent pas de démarches hypothético-déductives, mais renvoient à un processus d'induction immédiate² qui permet "de relier des faits pour les installer dans un enchaînement créateur de sens" (Couty 1984)³. Ces

1. Cette présentation résulte d'une tentative de reconstruction, l'implicite théorique et méthodologique contrastant généralement, dans les écrits des ERAF, avec l'importance des développements consacrés aux grilles conceptuelles et aux techniques de collecte des informations.

2. Ce que Blaug appelle adduction, "opération qui n'appartient pas à la logique et permet de sauter du chaos que constitue le monde réel à un essai de conjecture sur la relation effective que vérifient les variables pertinentes" (1982, p. 16).

3. Si l'on considère, dans une perspective poppérienne, que le caractère scientifique du travail de recherche vient du test d'un modèle conjectural (dans une logique déductive et à des fins d'information), on en est ainsi réduit à qualifier la majorité de la production des ERAF comme relevant de la phase pré-scientifique d'une démarche de recherche. Mais est-il utile de rappeler les limites d'une méthodologie normative (Caldwell 1985, Hodgson 1988) et la part de rhétorique

faits ne sont toutefois pas donnés, ils ne parlent pas d'eux-mêmes, ils sont "construits" sur la base d'un questionnement préalable ou au minimum d'une grille de lecture constituant bien un cadre théorique. Le recours à une démarche inductive ne traduit donc pas une méthodologie hyperempiriste¹.

Interactionnisme méthodologique. Entre l'individualisme et le holisme méthodologiques, la majorité des ERAF semble pencher pour l'interactionnisme, défini par la prise en compte simultanée des individus et des structures (Mingat et al., 1985). Les recherches tendent ainsi à concilier la tension entre deux pôles, d'une part l'individu comme membre d'un groupe social, relativement "contraint" par les rapports entre groupes (accès aux facteurs de production, procès de distribution), d'autre part l'individu comme acteur économique disposant d'une liberté d'action concrétisée par une stratégie et une logique de comportement non réductibles à son appartenance à un groupe social donné; le degré de détermination sociale du comportement reste une question empirique, objet d'étude et non postulat. Cet interactionnisme n'exclut pas une démarche holiste d'observation, si l'on entend par là le fait que la compréhension d'un élément du système étudié réclame une perception de l'ensemble de ce système.

Intérêt limité pour la modélisation mathématique et les travaux économétriques. Cette absence - expliquant pour une bonne part la non participation de fait des ERAF aux revues orthodoxes - est généralement justifiée par le problème classique (particulièrement aigu dans le contexte africain) de la qualité des données, par une réticence évidente à la modélisation mathématique du qualitatif, du complexe, de la dynamique et du risque, et par le caractère souvent local des études. Elle n'implique toutefois pas un refus de la quantification, bien au contraire², ou une opposition stérile entre quantitatif et qualitatif³.

Alors qu'il est de bon ton de vitupérer les études descriptives, on soulignera l'importance de la description (des situations, des faits, des pratiques) dans les travaux des ERAF. Cette description n'est pas une fin en soi, elle fait souvent apparaître des faits déterminants pour la compréhension d'un phénomène à expliquer, ou suggère de nouvelles questions plus pertinentes qui évitent de sombrer dans le réductionnisme de certains modèles.

Des concepts ad hoc. Le souci de "coller" aux situations concrètes étudiées conduit souvent à un travail de construction ou de redéfinition conceptuelle (telle l'identification des unités économiques⁴). Cet effort semble inéluctable dès lors qu'il s'agit de cerner ces situations et non de vouloir faire cadrer celles-ci avec un corps théorique existant supposé incontournable, qu'il soit néo-classique ou marxiste.

Eclectisme théorique. On trouve rarement, dans la production des ERAF - au demeurant faiblement formalisée sur le plan théorique - une référence cohérente et exclusive à l'un de ces corpus. La tendance dominante reste le rejet des paradigmes néo-classique et marxiste, qui n'exclut pas un "bricolage théorique" conduisant à emprunter de part et d'autre : allocation des ressources productives et calcul économique d'une part; perspective dynamique, prise en compte des problèmes de reproduction, de rapports de pouvoir et des

qui intervient dans nombre de travaux économiques à prétention scientifique (cf. McCloskey, 1983) ?

1. Du moins pour la majorité des chercheurs, car il arrive que l'on rencontre des ERAF prétendant observer sans *a priori* le monde réel "tel qu'il est" et rejeter toute construction théorique qui fausserait cette vision.
2. Les ERAF utilisent abondamment les méthodes statistiques, notamment celles développées par l'école française d'analyse des données (par exemple l'analyse factorielle des correspondances).
3. Voir les productions d'AMIRA (notamment Couty, Winter, 1983).
4. Cf. Ancey 1975 ou Gastellu 1980.

conflits d'intérêts d'autre part¹.

Le marxisme est questionné, fondamentalement, sur la place accordée au déterminisme historique et structurel et aux conflits comme seuls moteurs de l'histoire. Plus pratiquement, la généralité des concepts proposés (comme celui de mode de production) rend ces derniers peu opératoires lorsqu'il s'agit de rendre compte de la diversité des pratiques paysannes à une échelle locale (cf. Olivier de Sardan, 1985).

Les critiques de la théorie néo-classique² portent sur sa problématique a-historique et indifférente à la forme sociale et à la dynamique des rapports des hommes entre eux. Le monde réel est un monde de déséquilibre et non d'équilibre, un monde de tensions, de conflits d'intérêts, de rapports de pouvoir et non un monde où s'harmonisent des intérêts complémentaires. Le marché n'est pas neutre; les relations de pouvoir imprègnent de façon plus ou moins latente tous les comportements économiques. Les postulats de la théorie néo-classique³ considèrent comme exogènes et donc éliminent du champ d'investigation ce qui précisément pose problème et constitue l'objet des travaux de recherche des ERAF : les conditions d'accès aux ressources productives, la logique du comportement des acteurs, le contexte institutionnel, les mécanismes concrets d'échange, le changement technique, etc.

D'une façon générale, la position méthodologique des ERAF semble plus relever d'une tradition intellectuelle française précédemment évoquée que d'une spécificité africaniste. Il suffit de lire les textes de M. Blanc et Ph. Lacombe () ou de M. Petit (1982, 1986) relatifs à l'économie rurale hexagonale pour faire apparaître une proximité (bien que les liens institutionnels soient pratiquement inexistantes) qui conduirait nombre d'ERAF à faire leur cette déclaration de M. Petit : *"Dans le vieux débat interne à la science économique entre la volonté de bâtir une science "dure", aussi rigoureusement que possible, au prix d'abstractions forcément simplificatrices, et le souci de prendre en compte les dimensions sociales et politiques des phénomènes étudiés, je penche très nettement vers la deuxième attitude. (...) Expliquer, c'est parfois mettre en lumière [des] conflits parfois cachés. En ce sens, notre rôle devient celui de critique social (...)"* (1986, p.53).

Une recherche in situ

Dans le contexte africain, les informations sont disponibles en quantité limitée et restent de qualité douteuse, surtout s'agissant de ces séries statistiques qui font les délices des économètres. Un souci de rigueur limite l'usage possible de telles données et rend nécessaire la collecte de l'information au cours de la recherche. Au demeurant, quand bien même seraient disponibles des statistiques fiables, la collecte d'une information de première main n'en serait pas moins indispensable, du fait du caractère local des analyses et surtout du type d'études réalisées, irréductibles au simple chiffre et difficilement réalisables à partir de travaux préexistants.

La spécificité des ERAF, en tant qu'économistes, est toutefois moins la collecte de données de première

1. L'influence marxiste est surtout venue du courant néo-marxiste qui s'est développé en anthropologie économique française dans les années 1960-70 (travaux de Godelier, Meillassoux, Terray, Rey). Le non-positionnement relativement au courant keynésien s'explique bien évidemment par la nature des recherches qui sont réalisées (méso ou micro-économiques).

2. Cette remise en cause est largement admise dans le milieu professionnel, ce qui permet de comprendre qu'elle soit rarement explicitée. En fait, la théorie néo-classique est moins critiquée qu'ignorée. Selon nous, la faiblesse de la production épistémologique des ERAF tient à la non dominance du courant néo-classique et donc à l'absence de nécessité de justifier une orientation et une pratique de recherche hétérodoxes.

3. Avant les apports du néo-institutionnalisme.

main - dorénavant courante en économie rurale - que la non ou la faible délégation de cette collecte, dans la tradition des travaux anthropologiques¹. Comme le souligne Ph. Couty (1991, p.4), *"en sciences sociales, l'expérience exige une entrée personnelle, sincère et durable dans l'historicité et dans la singularité. Faute de quoi nous sommes menacés par la formalisation mathématique ou par la verbigération, au choix."* Les caractéristiques institutionnelles de la recherche française permettent dans la plupart des cas, par des affectations longues dans le pays d'accueil (en particulier pour les chercheurs de l'ORSTOM et du CIRAD), des séjours prolongés sur le terrain dans le cadre de programmes de recherche dont la durée est rarement inférieure à trois années².

Cette tradition en matière de collecte de l'information n'est pas sans incidences épistémologiques. La proximité des "réalités"³ du terrain, dans toute leur complexité, rend sensible aux interrelations entre les dimensions économiques, techniques, sociologiques des problèmes. La prise de conscience des spécificités locales constitue un excellent antidote au schématisme réducteur des grandes constructions théoriques à prétention universelle, surtout s'agissant de comprendre les pratiques paysannes dans un environnement spécifique. Cette tradition permet également de ne pas sombrer dans ce qu'A. Hirschman appelle le syndrome de l'économiste en mission, *"habitude d'émettre des avis péremptaires et des prescriptions en invoquant des principes économiques et des remèdes ayant une valeur universelle (...) après avoir fait connaissance au strict minimum avec le "patient" (1984, p. 76).* Enfin, la séquence usuelle... définition du problème / formulation des hypothèses / choix des concepts opérationnels / collecte des données / analyse, peut faire place à un processus itératif conduisant à une réorientation de la problématique, à une redéfinition des concepts retenus, en bref, peut conduire à une pratique de recherche plus souple, moins préétablie.

Ainsi, les ERAF ne suivent pas Heady (1952) lorsque ce dernier qualifie de simple routine la phase de collecte de l'information; cette phase est à l'inverse perçue comme une composante déterminante du processus de recherche justifiant un investissement-terrain du chercheur, fût-il déjà titulaire de son doctorat. Ils rejoignent en cela un institutionnaliste comme K. Parsons qui soulignait, dès 1949, que la collecte des données constitue une part intégrale et des plus difficiles de la recherche. Ainsi s'explique l'importance de la réflexion portant sur les concepts et les techniques d'observation. A cet égard, le réseau AMIRA a joué un rôle moteur en produisant et diffusant des documents portant sur des thèmes aussi divers que la comparaison des échantillonnages aléatoires et non aléatoires, le rapport entre qualitatif et quantitatif, la complémentarité des enquêtes statistiques et des études monographiques, la définition des unités économiques, le problème des échelles d'analyse, etc.. Cette réflexion critique sur les concepts et les techniques de collecte des données est considérée comme fondamentale pour garantir une rigueur minimale du travail de recherche⁴.

L'éclectisme des ERAF ne se limite pas au domaine théorique; les techniques de collecte des données qu'ils mettent en oeuvre recouvrent une gamme large, empruntant tant aux anthropologues qu'aux géographes:

-
1. On a tendance à oublier l'originalité que représentait, pour des économistes, le choix de "s'installer au village" opéré lors de travaux pionniers réalisés dans l'immédiat après-guerre par les Boutillier, Couty ou Robineau.
 2. Les experts des bureaux d'études subissant des contraintes beaucoup plus fortes.
 3. Les guillemets rappellent que ces réalités ne sont pas données, qu'elles sont à construire à partir d'un cadre paradigmatique propre au chercheur.
 4. *"Etant donné que l'on peut demander n'importe quoi à n'importe qui et que n'importe qui a presque toujours assez de bonne volonté pour répondre au moins n'importe quoi à n'importe quelle question, même la plus irréaliste, le questionneur qui, faute d'une théorie du questionnaire, ne se pose pas la question de la signification spécifique de ses questions, risque de trouver trop aisément une garantie du réalisme de ses questions dans la réalité des réponses qu'elles reçoivent"*, rappellent Bourdieu et al. (1983, p.62).

observation directe (socialisation du chercheur), entretiens informels, recueil de généalogies, de biographies, questionnaires à passage unique (recensements démographiques, recensements agricoles, questionnaires thématiques), suivis (enregistrement, avec une fréquence variable, des temps de travaux par parcelle, des emplois du temps par individu; des dépenses, des consommations), relevés de parcellaires, mesure de rendements, cartographie, photographie aérienne.

En définitive, cette pratique hérétique¹ de l'économie, par rapport aux normes de la théorie et de la modélisation mathématique, ne signifie pas pour autant une apologie du flou. Dépasser la magie du chiffre et de l'équation pour se poser des questions - sur la base d'une connaissance directe par le chercheur de la situation étudiée - sur les objets observés (ou plutôt construits) et sur les méthodes d'observation, n'est-ce pas là contribuer de façon décisive à la compréhension du réel ?

Limites des travaux des ERAF

Le fait d'adhérer à une économie hétérodoxe n'exclut pas de souligner ce que nous considérons comme certaines faiblesses.

On a précédemment noté que la recherche se limitait souvent à ce qui devrait en être une première phase (construction d'un modèle sur la base d'un processus d'induction immédiate). La faiblesse de la réflexion épistémologique a également été évoquée, alors que l'ouverture sur d'autres disciplines rendrait d'autant plus nécessaires l'explicitation tant méthodologique que théorique des "cartes cognitives" (Petrie, 1976) qui guident les travaux.

Le risque de l'homme-orchestre, des "emprunts sauvages" est accru lorsque le chercheur succombe aux sirènes du dépassement disciplinaire sans avoir une culture scientifique suffisante dans les autres disciplines explorées et sans expliciter la cohérence méthodologique de ce dépassement². Rechercher les variables explicatives dans un autre champ disciplinaire n'est pas dénué de risques; il suffit de rappeler, dans l'analyse de l'absence de changement technique, les explications pseudo-anthropologiques en termes de "traditionnalisme" avancées par certains agronomes ou économistes.

D'un point de vue théorique, il nous semble que le rejet, trop souvent idéologique, du paradigme néo-classique gagnerait à être argumenté et modulé. Que ce paradigme ne soit pas opératoire en tant que grille d'analyse exclusive dans le champ de recherche des ERAF, ne signifie pas qu'il soit à jeter aux oubliettes³. Le rejet devrait porter sur la prétention totalisante de la théorie néo-classique⁴ et non sur sa capacité à fournir de façon cohérente un jeu d'hypothèses ou d'explications partielles, y compris relativement à ce champ de

1. Au sens étymologique. Du grec *hairesis* : choix, opinion particulière.

2. "(...) *cross-fertilization might easily result in cross-sterilization.*", rappelait Schumpeter voilà déjà plusieurs décennies (op. cit., p. 27).

3. Au demeurant, les analyses proposées par les ERAF tendent souvent à réintroduire implicitement des éléments du modèle néo-classique; l'interprétation d'une logique de production extensive comme frein à certaines formes de changement technique en Afrique pourrait ainsi être réécrite en termes "orthodoxes".

4. Exprimée par les auteurs d'un manuel récent, "(...) *these neoclassical economic tools, if used in the right way, enable an understanding of how traditional agricultural systems work. And thus no special, or different, economic theory is required to explain the economics of agricultural systems in developing nations*" (Stevens et Jabara, 1988, p. 84). Pour notre part, nous restons persuadés que le maniement subtil des *isoquant* and *isocost lines* reste largement insuffisant à cette fin.

recherche; nous pensons ici en particulier à la théorie néo-classique de la production et aux perspectives développées par le courant néo-institutionnaliste. En d'autres termes, il conviendrait d'une part d'explicitier l'éclectisme théorique pratiqué, d'autre part, d'éviter de sombrer dans le travers normatif reproché au *mainstream*.

De même, le fait que des études économétriques ne soient pas les plus appropriées pour répondre au type de problématique développée par les ERAF ne devrait pas conduire à leur rejet inconditionnel. Ici encore, le problème n'est pas d'exclure *a priori* certaines orientations de recherche, mais d'envisager des synergies entre des approches éventuellement complémentaires. Nous considérons que les études économétriques sont utiles, voire indispensables, si elles sont bien faites, c'est à dire si elles sont adaptées à leur objet et réalisées sur la base de données raisonnablement fiables. Cette fiabilité étant à apprécier en fonction de l'objet de l'étude, le purisme dont font preuve nombre d'ERAF en matière de qualité des données nous semble souvent excessif et peut, dans certains cas, conduire à un rendement marginal décroissant de l'effort de recherche.

On a souvent dénoncé le faible appui des travaux des ERAF (qui seraient plus critiques que constructifs) à la gestion du développement¹. Cette critique, non dépourvue de fondements, demande cependant à être reformulée.

Notons en premier lieu qu'elle n'est pas recevable si l'intérêt de recherches à finalité cognitive est admis et si les limites des recherches dites "action" sont reconnues². Il s'agit d'éviter une forme de totalitarisme intellectuel et institutionnel (le totalitarisme pragmatique) qui conduirait à nier tout intérêt à des recherches non finalisées explicitement.

En deuxième lieu, le problème selon nous est moins la production de connaissances sur les comportements paysans et plus généralement les sociétés rurales africaines - indispensable à la gestion du développement - que son passage effectif dans la sphère des décideurs. La critique doit donc porter non sur le type de recherche, mais sur sa valorisation, la diffusion des résultats laissant souvent à désirer. Cette situation provient de l'accessibilité des produits de la recherche (style, volume, délais), mais aussi de la capacité d'écoute des décideurs. En d'autres termes, il s'agit d'abord d'un problème de communication et de présentation des résultats.

En troisième lieu, le type de recherche menée par les ERAF reste indispensable (relativement à une approche plus classiquement "économique") si l'on admet que les leviers du développement rural en Afrique relèvent d'abord de la sphère du changement institutionnel.

En dernier lieu, il convient de souligner que la prise en compte de ces travaux (et l'utilisation des chercheurs) par l'administration française de la coopération n'est pas négligeable, même lorsque les études n'affichaient pas un objectif finalisé en termes d'action. Une contribution des ERAF aura ainsi été de modifier la perception française (au moins) des économies africaines.

1. On ne fait pas référence ici aux études réalisées par les experts de bureaux d'études, dont l'appui à la prise de décision en matière de politique économique ou de montage et d'évaluation de projets est la raison d'être.

2. Les plaidoyers "activistes" justifiant ces dernières relèvent souvent d'une rhétorique intéressée, destinée à convaincre les bailleurs de fonds de financer la recherche.

*

* *

Le principal apport des ERAF n'est pas de nature disciplinaire mais porte sur la connaissance des systèmes économiques des sociétés paysannes d'Afrique et sur la production d'outils de cette connaissance. Leur contribution à la science économique peut s'interpréter en termes principalement critiques vis-à-vis de l'économie orthodoxe (définition des unités économiques, rationalité des acteurs).

Il nous a semblé faire apparaître implicitement, dans les fondements théoriques et méthodologiques des recherches menées par les ERAF, nombre de points communs avec l'institutionnalisme "traditionnel" tel que nous le percevons. Nous laisserons aux spécialistes le soin de juger du bien-fondé de ce rapprochement. Une tentative de formalisation à la fois plus fine de l'économie rurale africaniste française et une meilleure connaissance de l'institutionnalisme conduiraient peut-être à faire apparaître autant de points de divergence. Toutefois, au-delà de cette mise en perspective, le constat d'une critique partagée de l'économie néo-classique nous semble militer pour le développement d'échanges scientifiques transatlantiques entre économistes hétérodoxes, surtout en ces temps de regain triomphant d'une idéologie visant à instituer le marché comme unique régulateur de la vie économique et sociale.

Jean-Philippe Colin
ORSTOM
Apartado postal 57297
06501 Mexico D.F.
Mexico

Bruno Losch
CIRAD-SAR
BP 5035
34032 Montpellier cedex
France

Bibliographie

1. Documents cités dans le texte

- Ancey G., 1975, *Niveaux de décision et fonctions objectifs en milieu rural africain*. Note AMIRA 3, Paris, INSEE, 30 p.
- Badouin R., 1987, L'analyse économique du système productif en agriculture. *Cahiers des Sciences Humaines*, 23(3-4):357-375.
- Blanc M., Lacombe Ph., Rural Economics in France. In Lowe P. and Bodiguel M., Eds, *Rural Studies in Britain and France*, pp. 144-164.
- Blaug M., 1982, *La méthodologie économique*. Paris, Economica, 259 p.
- Boudon R., 1979, *La logique du social*. Paris, Hachette, 333 p.
- Boudon R., 1984, *La place du désordre*. Paris, PUF, 245 p.
- Bourdieu P., Chamboredon J.-C., Passeron J.-C., 1983 (first edition 1968), *Le métier de sociologue*. Paris, Mouton, 357 p.
- Caldwell B., 1985, *Beyond Positivism; Economic Methodology in the Twentieth Century*. London, George Allen and Unwin, 277 p. (first edition 1982).
- Chervel M., Le Gall M., 1976, *Manuel d'évaluation économique des projets. La méthode des effets*. Paris, Ministère de la coopération, série Méthodologie de la planification, 204 p.
- Colin J.-Ph., 1990, Regard sur l'institutionnalisme américain. *Cahier des Sciences Humaines*, 26(3):365-377.
- Couty Ph., 1984, La vérité doit être construite. *Cahiers des Sciences Humaines*, 20(1):5-15.
- Couty Ph., 1985, *Information, méthodes d'investigation et décision en milieu rural africain*. Polycopié de cours, année 1985-86, ORSTOM/Université de Paris-X Nanterre, DESS Développement.
- Couty Ph., 1991, Editorial, *Chroniques du Sud*, 4:3-5, ORSTOM, Département Sud.
- Couty Ph., Winter G., 1983, *Qualitatif et quantitatif. Deux modes d'investigation complémentaires. Réflexions à partir des recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain*, Brochure AMIRA 43, Paris, 78 p.
- Etzioni A., 1988, *The Moral Dimension. Toward a New Economics*. The Free Press, 314 p.
- Freud C., 1988, *Quelle coopération? Un bilan de l'aide au développement*. Paris, Karthala, 270 p.
- Gastellu J.-M., 1980, Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique? *Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines*, 18(1-2):3-11.
- Gladwin C., 1989, On the division of labor between Economics and Economic Anthropology. In *Economic Anthropology*, S. Plattner Ed., Stanford University Press, pp. 397-425.
- Gruchy A., 1987, *The Reconstruction of Economics. An Analysis of the Fundamentals of Institutional Economics*. New York, Greenwood Press, 173 p.
- Grunberg E., 1978, "Complexity" and "Open Systems" in Economic Discourse. *Journal of Economic Issues*, 12(3):541-560.
- Heady E., 1952, *Economics of Agricultural Production and Resource Use*. New York, Prentice-Hall.
- Hirschman A., 1984, *L'Economie comme science morale et politique*. Paris, Gallimard/Le Seuil, 111 p.
- Hodgson G., 1988, *Economics and Institutions, A Manifesto for a Modern Institutional Economics*. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 365 p.
- Hugon Ph., 1991a, L'économie du développement, le temps et l'histoire. *Revue Economique*, 42(2):339-364.
- Hugon Ph., 1991b, La pensée française en économie du développement. *Revue d'Economie Politique*, 2:171-230.
- McCloskey D., 1983, The Rhetoric of Economics. *Journal of Economic Literature*, 21:481-517.
- Milleville P., 1987, Recherches sur les pratiques des agriculteurs. Conférence CGIAR, Montpellier, 19 mai 1987, 8 p. multigr.
- Mingat A., Salmon P., Wolfesperger A., 1985, *Méthodologie économique*. Paris, PUF, 576 p.
- Olivier de Sardan J.-P., 1985, Sciences sociales africanistes et faits de développement. In Boiral et al., *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire. Sciences sociales et développement rural*. CIFACE-Karthala, pp.27-43.
- Parsons K., 1949, The Logical Foundations of Economic Research. *Journal of Farm Economics*, 31-4:656-686.
- Petit M., 1982, Is There a French School of Agricultural Economics? *Journal of Agricultural Economics*, 33(3):325-337.

- Petit M., 1986, L'état et le statut de l'économie rurale. *Economie Rurale*, 172:49-54.
- Petrie H., 1976, Do You See What I See? The Epistemology of Interdisciplinary Inquiry. *Journal of Aesthetic Education*, 10-1:29-43.
- Ramstad Y., 1986, A Pragmatist's Quest for Holistic Knowledge : The Scientific Method of John R. Commons. *Journal of Economic Issues*, 20(4):1067-1105.
- Schumpeter J., 1986 (first 1954), *History of Economic Analysis*. New York, Oxford University Press, 1260 p.
- Stevens R., Jabara C., 1988, *Agricultural Development principles. Economic Theory and Empirical Evidences*. Baltimore and London, The John Hopkins University Press, 478 p.
- Samuels W. (Ed.), 1988, *Institutional Economics*. Hants, England, Edward Elgar, 3 volumes, 288 p., 283 p., 372p.
- Wilber C., Harrison R., 1978, The Methodological Basis of Institutional Economics: Pattern Model, Storytelling, and Holism, *Journal of Economic Issues*, 7(1):61-89.
- Williamson O., 1985, *The Economic Institutions of Capitalism*. New York, The Free Press, 450 p.

2. Orientations bibliographiques relatives aux travaux des ERAF

Ces références - non exhaustives - ne reprennent pas la littérature grise, de loin la plus volumineuse, et concernent principalement des ouvrages publiés et quelques articles. Elles n'incluent pas les travaux, parfois très proches, de chercheurs d'autres disciplines (géographie, anthropologie, sociologie).

2.1 Travaux de terrain

- Ancey G., Chevassu J., Michotte J., 1974, *L'économie de l'espace rural de la région de Bouaké*. Paris, ORSTOM, 252 p.
- Ancey G., 1983, *Monnaie et structures d'exploitations en pays Mossi, Haute Volta*. Paris, ORSTOM, 240 p.
- Bonnefond Ph., 1980, L'étude de la force de travail en milieu rural africain. *Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines*, 17(1-2):117-123.
- Boutillier J.-L., 1960, *Bongouanou, Côte d'Ivoire. Etude socio-économique d'une subdivision*. Paris, Berger-Levrault, 244 p.
- Charmes J., 1976, Evolution des modes de faire-valoir et transformation des structures sociales dans la région de l'Anony (Nord-Ouest du lac Alaotra, Madagascar), *Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines*, 13(4):367-382.
- CIRAD, 1987, *Etat, Développement, Paysans*. Actes du Vème séminaire d'économie rurale, 16-20 septembre 1985, Montpellier, CIRAD, 272 p.
- CIRAD, 1990, *Economie des filières en régions chaudes. Formation des prix et échanges agricoles*. Actes du Xème séminaire d'économie et de sociologie rurales, 11-15 septembre 1989, Montpellier, CIRAD, 887 p.
- Colin J.-Ph., Losch B., "Touche pas à mon planteur". Réflexion sur les "encadrements" paysans en Côte d'Ivoire. *Politique Africaine*, 40:83-99.
- Colin J.-Ph., 1990, *La mutation d'une économie de plantation en basse Côte d'Ivoire*. Paris, ORSTOM, 284 p.
- Copans J., Couty Ph., Roch J., Rocheteau G., 1972, *Maintenance sociale et changement économique au Sénégal*. Paris, ORSTOM, 274 p.
- Delaunay D., 1984, De la captivité à l'exil. Histoire et démographie des migrations paysannes dans la Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal. Paris, ORSTOM, 218 p.
- Dupire M., Boutillier J.-L., 1958, *Le pays Adioukrou et sa palmeraie*. Paris, L'Homme d'Outre-Mer N°4, 104 p.
- Gastellu J.-M., 1981, *L'égalitarisme économique des Serer du Sénégal*. Paris, ORSTOM, 808 p.
- Gastellu J.-M., 1986, *Une économie du trésor : les grands planteurs du Moronou*. Paris, ORSTOM, 12 microfiches.
- Leplaideur A., 1984, *Les paysans du Centre- Sud Cameroun*. Montpellier, IRAT-MESRU-CIRAD
- Le Roy X., 1983, *L'introduction des cultures de rapport dans l'agriculture vivrière sénoufo*. Paris, ORSTOM, 208p.
- Losch B., Fusillier J.-L., Dupraz P., 1991, *Stratégies des producteurs en zone caféière et cacaoyère du Cameroun. Quelles adaptations à la crise?* Montpellier, CIRAD/DSA, 252 p.
- Minvielle J.-P., 1985, *Paysans migrants du Fouta Toro*. Paris, ORSTOM, 282 p.
- ORSTOM, 1977, *Essais sur la reproduction de formations sociales dominées (Cameroun, Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Sénégal, Madagascar, Polynésie)*. Paris, ORSTOM, 192 p.

- ORSTOM, 1978, *Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique Tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*. Actes du colloque de Ouagadougou (4-8 décembre 1978). Paris, ORSTOM, 600 p.
- ORSTOM, 1983, *Le développement : idéologies et pratiques* (Actes du séminaire interdisciplinaire de l'ORSTOM, 1978-1981). Paris, ORSTOM, 247 p.
- ORSTOM, 1987, *Systèmes de production agricole en Afrique tropicale*. Numéros thématiques des *Cahiers des Sciences Humaines*, 23(3-4) et 1988, 24(1).
- ORSTOM, 1990, *Dynamique des systèmes agraires. La dimension économique*. Paris, ORSTOM, 246 p.
- Robineau C., 1971, *Evolution économique et sociale en Afrique centrale. L'exemple de Souanké (République Populaire du Congo)*. Paris, ORSTOM, 216 p.
- Robineau C. (Ed.), *Les terrains du développement*. Paris, ORSTOM, à paraître.
- Ruf F., 1982, Les règles du jeu sur le foncier et la force de travail dans l'ascension économique et la stratification sociale des planteurs de Côte d'Ivoire. *Economie Rurale*, 147-148:111-119.
- Ruf F., 1988, *Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne*. Montpellier, Paris, CIRAD-IRAT, 8 vol., 950 p.
- Weber J., 1977, Structures agraires et évolution des milieux ruraux : le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun. *Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines*, 14(2):113-139.
- Weigel J.-Y., 1982, *Migration et production domestique des Soninké du Sénégal*. Paris, ORSTOM, 134 p.

2.2. Synthèses, production méthodologique

- Agel C., Danel J.-M., Raymond H., Rouchy J.-M., Yung J.-M., 1981, *Guide des enquêtes statistiques pour le suivi des opérations de développement rural*. Paris, Ministère de la coopération, Série Méthodologie de la planification, 263 p.
- AMIRA, 1983, *Etat des travaux sur les indicateurs de transition*. Paris, AFIRD, 322 p.
- AMIRA, 1986, *Les unités d'observation*. Note AMIRA 49, Paris, INSEE, 283 p.
- Ancey G., 1975a, *Niveaux de décision et fonctions objectifs en milieu rural africain*. Note AMIRA 3, Paris, INSEE, 30 p.
- Ancey G., 1975b, *Les notions d'activités et d'actifs à l'intérieur d'une exploitation agricole*. Note AMIRA 11, Paris, INSEE, 15 p.
- Ancey G., 1984, *Enquêtes rurales en Afrique sur échantillons restreints*. Note AMIRA 45, Paris, INSEE, 157 p.
- Aubertin C. et al., 1982, Où il est dit que le développement est un objet historique. *Tiers-Monde*, 23(90):297-344.
- Badouin R., 1971, *Economie rurale*. Paris, Armand Colin, 598 p.
- Badouin R., 1985, *Le développement agricole en Afrique tropicale*. Paris, Cujas, 320 p.
- Badouin R., 1987, L'analyse économique du système productif en agriculture. *Cahiers des Sciences Humaines*, 23(3-4):357-375.
- Baris P., Couty Ph., 1981, *Prix, marchés et circuits commerciaux africains. Quelques propositions pour l'étude de la commercialisation des produits agricoles en Afrique*. Note AMIRA 35, Paris, INSEE, 52 p.
- Benoit-Cattin M., Faye J., 1982, *L'exploitation agricole familiale en Afrique Soudano-sahélienne*. Paris, PUF, 94p.
- Boiral P., Lanteri J.-F., Olivier de Sardan J.-P., 1985, *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural*. Paris, CIFACE-Karthala, 224 p.
- Bose P.-M., Calkins P., Yung J.-M., *Développement et recherche agricole dans les pays sahéliens et soudaniens d'Afrique*, Montpellier, CIRAD-DSA, 310 p.
- Boutillier J.-L., 1968, L'enquête d'ethnologie économique, in J. Poirier Ed., *Ethnologie générale*, Paris, Gallimard, pp. 214-256.
- Couty Ph., 1979, *Des éléments aux systèmes. Réflexions sur les procédés de généralisation dans les enquêtes niveaux de vie en Afrique*. Note AMIRA 28, Paris, INSEE, 210 p.
- Couty Ph., 1984, La vérité doit être construite. *Cahiers des Sciences Humaines*, 20(1):5-15.
- Couty Ph., 1987, La production agricole en Afrique sub-saharienne : manières de voir et façons d'agir. *Cahiers des Sciences Humaines*, 23(3-4):391-408.
- Couty Ph., 1990, *Vingt-cinq de recherche sur les agricultures africaines*. Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, 1963-1987. *Cahiers des Sciences Humaines*, 26(3):343-363.

- Couty Ph., Hallaire A., 1980, *De la carte aux systèmes. 20 ans d'études agraires au sud du Sahara* (ORSTOM 1960-1980). Note AMIRA 29, Paris, INSEE, 119 p.
- Couty Ph., Winter G., 1983, *Qualitatif et quantitatif: deux méthodes d'investigation complémentaires. Réflexions à partir des recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain*. Note AMIRA 43, Paris, INSEE, 78 p.
- Couty Ph., Hallaire A., Lericollais A., Pontié G., Robineau C., 1984, Terroirs, ethnies et régions. Recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain. *Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines*, 20(1):25-28.
- Dubois J.-L., 1989, *Réfléchir pour mesurer. Innovations méthodologiques pour la collecte et l'analyse d'informations statistiques*. Note AMIRA 57, Paris, INSEE, 67 p.
- Duruflé G., Fabre P., Yung J.-M., 1988, *Les effets sociaux et économiques des projets de développement rural*. Paris, Ministère de la Coopération, série Méthodologie No 22, 203 p.
- Gastellu J.-M., 1980, Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique? *Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines*, 18(1-2):3-11.
- Groupe de travail coopération française, Mercoiret M.-R., et al., 1989, *Les interventions en milieu rural. Principes et approche méthodologique*. Paris, Ministère de la Coopération, série Méthodologie, 198 p.
- Malassis L., 1973, *Agriculture et processus de développement*. Paris, UNESCO, 308 p.
- Legotien H., 1971, *Sur les structures internes et externes de l'économie agricole traditionnelle africaine*. Paris, SEDES, 93 p.
- ORSTOM, 1985, *Approche anthropologique et recherche économique à l'ORSTOM* (Journées d'étude des 13 et 14 décembre 1984). Paris, ORSTOM (Colloques et Séminaires), 142 p.
- Robineau C., 1983, A la recherche des unités économiques. Trois approches : Comores, Congo, Tahiti. *Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines*, 19(1):119-135.
- Robineau C., 1987, L'anthropologie économique. in *Images des Sciences de l'Homme*, supplément au *Courrier du CNRS*, 67:37-39.
- Thénevin P., 1978, *L'investigation en milieu rural et la pratique du développement. Cadre d'intégration et approche systémique*. Note AMIRA 18, Paris, INSEE, 104 p.
- Thénevin P., 1983, *Pour un système d'enquêtes légères*. Document multigraphié AMIRA, Paris, INSEE, 52 p.

2.3 Revues

Cahiers d'Etudes Africaines, Cahiers des Sciences Humaines, Cahiers de la Recherche-Développement, Politique Africaine, Tiers-Monde.